

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[2007/203140]

21 JUIN 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon complétant, par l'inscription d'une zone naturelle et d'une zone agricole au titre de compensations planologiques et l'introduction d'une compensation alternative, l'arrêté du 4 décembre 2003 décidant la mise en révision du plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez (planche 40/2) et adoptant l'avant-projet de révision en vue de l'inscription d'une zone d'extraction au lieu-dit "Les Turluttès", à Chaumont-Gistoux et Walhain

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 1^{er}, 22, 23, 25, 32, 35, 38, 40 et 42 à 46;

Vu l'arrêté royal du 28 mars 1979 établissant le plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2003 décidant la mise en révision du plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez (planche 40/2) et adoptant l'avant-projet de révision en vue de l'inscription d'une zone d'extraction au lieu-dit "Les Turluttès" sur le territoire des communes de Chaumont-Gistoux et de Walhain;

Considérant que les dispositions de l'article 46, § 1^{er}, alinéa 2, 3^o, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine tel que modifié par le décret-programme de relance économique et de simplification administrative du 3 février 2005 impliquent que l'inscription de la zone d'extraction prévue par l'avant-projet de révision du plan de secteur adopté le 4 décembre 2003 soit compensée par la modification équivalente de zones existantes destinées à l'urbanisation en zones non destinées à l'urbanisation ou par toute compensation alternative définie par le Gouvernement;

Considérant que le Gouvernement wallon retient, au titre des compensations planologiques, la transformation des zones d'extraction suivantes en zones non destinées à l'urbanisation :

— Inscription en zone naturelle du site du "Pas de Chien", faisant partie du site Natura 2000 BE 31007 dit Vallée du Train, pour un total d'environ 3,6 hectares;

— inscription en zone agricole du site d'une ancienne décharge de classe 2, d'une superficie d'environ 7,9 hectares;

Considérant que l'activité extractive engendre actuellement un charroi externe de plus ou moins 250 camions par jour, qui emprunte la chaussée de Huy en passant par le centre de Chaumont-Gistoux et que cette situation fait subir d'importantes nuisances aux riverains; qu'une liaison directe du site d'exploitation à un échangeur à créer sur l'autoroute E411 permettant de mettre fin au transit des camions dans ces zones villageoises est dès lors envisagée au titre de compensation alternative; qu'afin d'en permettre la réalisation, il est prévu d'inscrire un périmètre de réservation en vue de la création d'un échangeur sur la E411 à hauteur de Chaumont-Gistoux, à charge de l'exploitant à raison d'un million d'euros;

Considérant qu'il y a lieu de compléter l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2003 précité par l'introduction de ces compensations planologiques et alternative;

Considérant que, pour des raisons de lisibilité, il est également proposé de remplacer le plan adopté par le Gouvernement wallon le 4 décembre 2003 par un nouveau plan reprenant simultanément l'inscription de la zone d'extraction et des zones naturelle et agricole, ainsi que du périmètre de réservation;

Considérant que la présente révision du plan de secteur n'a pas fait l'objet d'une adoption provisoire et que les mesures transitoires prévues à l'article 101 du décret RESA, entré en vigueur le 11 mars 2005 et permettant de poursuivre les procédures précédemment en vigueur, ne trouvent pas à s'appliquer;

Considérant que le cahier des charges adopté par le Ministre de l'Aménagement du Territoire le 2 octobre 2003 doit dès lors être adapté pour se conformer au nouveau contenu obligatoire des études d'incidences repris à l'article 42, alinéa 2;

Considérant par ailleurs que cette étude d'incidences doit comporter l'évaluation des incidences de l'inscription des compensations planologiques et alternative, à savoir :

— la zone agricole;

— la zone naturelle, cette évaluation étant en toute hypothèse rendue obligatoire en vertu de l'article 46, § 2, alinéa 2, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine par le fait qu'elle se situe dans un périmètre Natura 2000;

— et le périmètre de réservation en vue de la réalisation d'un échangeur permettant d'établir une liaison directe entre le site d'exploitation et la E411;

Considérant que le projet de contenu de l'étude d'incidences joint en annexe au présent avant-projet explicite le contenu général des études d'incidences de plans présenté à l'article 42, alinéa 2, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine; que les éléments de l'étude, définis en tenant compte des spécificités de l'avant-projet, doivent être considérés comme fixant l'ampleur et le degré de précision de cette étude;

Considérant que le projet de contenu de l'étude d'incidences joint en annexe, portant sur l'inscription de la zone d'extraction arrêtrée précédemment et les compensations planologiques et alternative introduites par le présent arrêté doit être soumis à l'avis de la Commission régionale d'aménagement du territoire et du Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable, conformément à l'article 42, alinéa 4, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, ainsi que de la Direction de la Nature et de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement et de la Direction générale des Autoroutes et des Routes; que ce projet de contenu de l'étude d'incidences, éventuellement adapté, sera ensuite représenté au Gouvernement pour adoption définitive;

Considérant que l'étude d'incidences portant sur l'avant-projet de révision de plan adopté le 4 décembre 2003, réalisée par le bureau Pissart-Van der Stricht, devra être complétée après adoption définitive de son contenu;

Sur proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2003 décidant la mise en révision du plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez (planche 40/2) et adoptant l'avant-projet de révision en vue de l'inscription d'une zone d'extraction au lieu-dit "Les Turluttès" à Chaumont-Gistoux et Walhain est remplacé par la disposition suivante :

"Il y a lieu de mettre en révision le plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez (planche 40/2) en vue de l'inscription d'une zone d'extraction au lieu-dit "les Turluttès", d'une zone naturelle, d'une zone agricole ainsi que d'un périmètre de réservation pour la réalisation d'un nouvel échangeur autoroutier sur le territoire des communes de Chaumont-Gistoux et Walhain."

Art. 2. L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2003 décidant la mise en révision du plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez (planche 40/2) et adoptant l'avant-projet de révision en vue de l'inscription d'une zone d'extraction au lieu-dit "Les Turluttès" à Chaumont-Gistoux et Walhain est remplacé par la disposition suivante :

"L'avant-projet de révision de plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez (planche 40/2) portant sur l'inscription d'une zone d'extraction au lieu-dit "Les Turluttès", d'une zone naturelle, d'une zone agricole ainsi que d'un périmètre de réservation pour la réalisation d'un nouvel échangeur autoroutier sur le territoire des communes de Chaumont-Gistoux et Walhain est adopté conformément au plan ci-annexé."

Art. 3. Le plan joint à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2003 est remplacé par le plan ci-annexé.

Art. 4. Le Ministre du Développement territorial est chargé de soumettre le projet de contenu de l'étude d'incidences joint en annexe, portant sur l'inscription de la zone d'extraction arrêtée précédemment et sur l'inscription de la zone naturelle et du périmètre de réservation introduits par le présent arrêté, à l'avis de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire, Section aménagement normatif, et du Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable, conformément à l'article 42, alinéa 4 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, ainsi qu'à l'avis de la Direction de la Nature de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement et de la Direction générale des Autoroutes et des Routes et de le représenter au Gouvernement, éventuellement adapté, pour adoption définitive.

Namur, le 21 juin 2007.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le plan peut être consulté auprès de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, rue des Brigades d'Irlande 1, à 5100 Jambes.

ANNEXE

PROJET DE CONTENU D'ETUDE D'INCIDENCES DE PLAN DE SECTEUR

1. Ampleur

Aucun élément de l'avant-projet n'est dispensé de l'étude d'incidences.

2. Degré de précision

Le cahier spécial des charges ci-dessous constitue un document-type, adapté au présent dossier, dont le degré de précision est considéré comme suffisant au regard de l'article 42 du Code.

Une attention particulière sera apportée à la gestion de la mobilité.

PREMIERE PHASE

Introduction

L'introduction a pour but de replacer l'étude d'incidences dans son contexte et vise notamment à clarifier la procédure pour le public (dans le cadre des réunions de concertation, fréquente confusion entre les aspects qui sont du ressort de la révision du plan de secteur et ceux du ressort des permis et autorisations).

1. Rappel de l'article 42 du CWATUP

Tableau résumant les différentes étapes de la procédure de révision du plan de secteur. Resituer l'étude d'incidences au sein de ladite procédure et préciser les délais de réalisation de l'étude : établir un calendrier des travaux.

2. Avant-projet de révision du plan de secteur adopté par le Gouvernement wallon

Copie de l'arrêté d'avant-projet paru au *Moniteur belge* + cartographie.

3. Acteurs de la révision du plan de secteur

3.1. Décideur

Gouvernement wallon représenté par le Ministre ayant l'Aménagement du Territoire dans ses attributions.

3.2. Initiateur de la demande

Promoteur du projet, société ou personne physique exploitant le site carrier. Préciser la (les) personne(s) de contact et ses coordonnées.

3.3. Auteur de l'étude d'incidences

Bureau d'études agréé : préciser les catégories et la durée de l'agrément, les différentes personnes qui ont collaboré à l'étude en spécifiant leurs compétences.

CHAPITRE I^{er}. — *Description et commentaires des objectifs de l'avant-projet de plan*

1. Résumé du contenu et description des objectifs de l'avant-projet de plan

1.1. Objet de la révision

1.1.1. Localisation et superficie de la (des) zone(s) d'extraction (ou autres zones) inscrite(s) à l'avant-projet de plan

○ Localisation exacte (province, commune(s), lieu-dit, rue, n° de planche IGN, coordonnées Lambert) et illustration sur cartes routière et topographique (1/50 000 et 1/10 000)

○ Liste des propriétés et des propriétaires des terrains concernés par l'avant-projet (plan et matrice cadastraux avec le statut des parcelles et les propriétaires ou locataires)

○ Affectations au plan de secteur (actuelles et projetées) (cartes 1/10 000)

1.1.2. Type de gisement visé par l'activité extractive et valorisation de la roche extraite

○ Type de roche(s) et produits (détailler)

○ Valorisation(s) actuelle(s) et/ou projetée(s), y compris pour les "stériles" - expliquer les utilisations et applications

1.1.3. Localisation et consommation d'espace de l'échangeur et de la liaison directe à l'exploitation.

1.2. Objectifs de la révision

Il s'agit des objectifs du Gouvernement visés dans l'arrêté d'avant-projet de plan. Ces objectifs sont établis sur base des notes au Gouvernement wallon des 27 mars 2002 et 21 juin 2007. Ils peuvent être étayés par divers éléments dont, pour ce qui concerne la zone d'extraction :

— les réserves du produit visé (expliquer la méthode de calcul) :

(A) Extension d'une zone d'extraction

- Réserves disponibles au sein de la zone d'extraction existante
- Délai d'épuisement
- Réserves estimées au sein de l'extension de zone d'extraction

(B) Nouvelle zone d'extraction

- Réserves estimées au sein de la nouvelle zone d'extraction
- Réserves estimées au sein de l'ensemble des zones d'extraction actuellement inscrites au plan de secteur (pour le type de roche visé par l'avant-projet)

— les caractéristiques du gisement

— les techniques d'exploitation particulières;

— l'évolution du marché pour le type de produit visé;

— le maintien ou le développement d'une activité économique (emplois directs et indirects, alimentation d'entreprises de transformation,...)

1.3. Eventuelles options relatives à la mise en œuvre du projet

Par exemple :

— les destinations prévues en précision des prescriptions légales;

— les prescriptions urbanistiques;

— une croissance de la production et/ou la valorisation de nouveaux produits;

— les techniques d'extraction et de traitement de la roche;

— le phasage de l'occupation (en ce compris la gestion des stériles, des eaux d'exhaure, et le réaménagement);

— les dispositifs de gestion de l'environnement et d'intégration paysagère;

— les infrastructures projetées dans le périmètre de l'avant-projet et en dehors;

...

2. Analyse critique des objectifs de l'avant-projet de plan

2.1. Vérification de la compatibilité des objectifs de l'avant-projet avec les enjeux présentés dans les documents régionaux réglementaires et d'orientation

Il s'agit des différents plans et programmes, tels le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, le Schéma de Développement de l'Espace régional, le Plan d'Environnement pour le Développement durable, le Contrat d'Avenir de la Wallonie,...

Il convient en outre de faire la distinction entre les demandes d'extensions de carrières existantes et les ouvertures de nouvelles exploitations.

2. Vérification de la pertinence des objectifs de la protection de l'environnement pris en considération dans le cadre de l'élaboration du plan

CHAPITRE II. — *Justification socio-économique de l'avant-projet*

1. Evaluation de la nécessité d'étendre ou de créer une zone d'extraction au plan de secteur

Evaluation des besoins (nécessité d'étendre la zone d'extraction ou de créer une nouvelle zone d'extraction au plan de secteur au regard des réserves encore disponibles au sein de la zone d'extraction ou des zones d'extraction existantes, et de la gestion de l'exploitation). Détailler les méthodes de calcul.

C'est l'étape de vérification du caractère insuffisant, sur le plan quantitatif et/ou qualitatif, des réserves disponibles au sein de la zone d'extraction actuellement exploitée (dans le cas d'une extension d'une activité extractive existante) ou dans les autres zones d'extraction inexploitées inscrites au plan de secteur (dans le cas d'une nouvelle exploitation).

Il convient de localiser ces zones sur une carte et de résumer les caractéristiques de leur gisement (exploitabilité, qualité des produits et réserves estimées).

Il faut en outre vérifier l'accessibilité de ces sites et la possibilité de les exploiter en fonction des principales occupations du sol (effets d'incompatibilités de l'activité d'extraction avec les autres occupations et activités humaines).

Citer les autres demandes de révision du plan de secteur visant les mêmes objectifs (roches) en Région wallonne (les situer sur une carte).

2. Evaluation quantitative et qualitative de l'intérêt économique du gisement

Cette phase doit valider l'intérêt des roches à extraire et les retombées économiques potentielles qu'engendrera leur exploitation.

Pour ce faire, il faut notamment :

- vérifier l'exploitabilité du gisement et chiffrer les réserves qu'il renferme (expliquer les méthodes de calcul);
- préciser les qualités des roches et leur débouchés probables (applications, marchés visés, aborder, le cas échéant, l'intérêt patrimonial de la roche extraite,...);
- préciser les proportions à extraire par rapport aux quantités totales extraites en Région wallonne, citer et localiser les autres entreprises exploitant le même type de roche;
- citer et localiser les entreprises clientes potentielles et l'intérêt qu'elles peuvent tirer de la mise en exploitation du site (y compris les entreprises sous-traitantes chargées de l'entretien du matériel d'exploitation, du nettoyage des accès au site, du transport...);
- estimer les emplois directs et indirects qui seront créés par l'activité prévue; ainsi que ses retombées financières (dont taxes, redevances...);

...

3. Justification socio-économique de l'inscription de la zone d'extraction.

Approbation ou désapprobation de la nécessité d'étendre ou de créer une zone d'extraction répondant aux objectifs de l'avant-projet.

4. Justification des infrastructures routières envisagées.

Conséquences des perspectives de développement dégagées aux points 1 et 2 sur le trafic. Examen de la nécessité de réaliser un nouvel échangeur sur la E 411 et une voirie de liaison directe avec le site d'exploitation.

SECONDE PHASE

CHAPITRE III. — *Validation de l'avant-projet de plan au regard des effets probables sur l'homme et l'environnement*

1. Description des caractéristiques humaines et environnementales du territoire visé

1.1. Caractéristiques environnementales

1.1.1. Géologie

1.1.1.1. Situation régionale (bassin ou massif structural)

1.1.1.2. Gisement (lithologie, âge, formation, membre, puissance totale et puissance valorisée, structure des couches (pendage et direction), couverture... - joindre un extrait de la carte géologique la plus récente

1.1.1.3. Contraintes géotechniques (karst, accidents tectoniques (fractures et failles), hydrogéologie,...)

1.1.2. Pédologie (caractérisation du type de sol, qualité et rareté, joindre un extrait de la carte pédologique)

1.1.3. Hydrologie et hydrogéologie (bassin, sous-bassin, cours d'eau, plans d'eau, carte hydrogéologique, nappe aquifère (préciser le type), piézométrie, captages, zones vulnérables, zones de protection et de surveillance, zones de contrainte environnementale,...)

1.1.4. Topographie et paysages (géomorphologie et périmètres d'intérêt paysager, point ou ligne de vue ADESA,...)

1.1.5. Air et climat (données disponibles sur la qualité de l'air et données climatiques, direction des vents dominants, sur base des relevés de la station météorologique la plus proche,...)

1.1.6. Faune et flore (inventorier les espèces et les habitats, les espèces et les milieux protégés)

1.2. Caractéristiques humaines

1.2.1. Biens matériels et patrimoniaux : structure urbanistique et morphologie architecturale du bâti et des espaces publics, patrimoine culturel (sites et biens classés, zones protégées,...)

1.2.2. Infrastructures et équipements publics (les voiries, les lignes électriques HT et THT, les canalisations souterraines,...)

1.2.3. Activités humaines (nature et caractéristiques des activités actuelles et potentielles dont l'agriculture, équipements socioculturels sensibles - home, école, crèche, hôpital -, autres occupations humaines ou industrielles (Seveso) sensibles,...)

1.2.4. Bruit (données existantes ou mesurées, préciser les lieux de mesures, les dates et les heures)

1.2.5. Vibrations (données existantes ou mesurées au droit des habitations et des zones d'habitat, de loisirs et de risque technologique les plus proches)

1.2.6. Présence de travaux miniers

2. Description de la situation réglementaire

2.1. Zones et périmètres d'aménagement réglementaires

2.1.1. Niveau régional (plan de secteur, règlement régional d'urbanisme, plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique, règlement général sur les bâtisses en site rural,...)

2.1.2. Niveau communal (plan particulier d'aménagement, plan communal d'aménagement, plan communal d'environnement pour le développement durable, plan communal de développement de la nature, schéma de structure communal, règlement communal d'urbanisme, plan communal général d'égouttage,...)

2.2. Biens publics soumis à réglementation particulière

2.2.1. Faune et flore (statut juridique des bois et forêts, parc naturel, réserves naturelles, périmètres Natura 2000, sites d'intérêt communautaire (ZSC), habitats naturels (éventuellement prioritaires - Décret du 6 décembre 2001) et espèces d'intérêt communautaire,...)

2.2.2. Activités humaines (statut juridique des voiries et voies de communication, réseau RAVeL, industries et équipements à risque majeur SEVESO,...)

2.3. Périmètres d'autorisation à restriction de droits civils (lotissements existants, périmètres ayant fait l'objet d'une intervention du fond des calamités, biens immobiliers soumis au droit de préemption, biens immobiliers soumis à l'expropriation pour cause d'utilité publique,...)

2.4. Périmètres inhérents aux politiques d'aménagement opérationnel (périmètres de remembrement, de revitalisation urbaine, de rénovation urbaine, zones d'initiatives privilégiées,...)

2.5. Sites patrimoniaux et archéologiques (monuments et sites classés, y compris les fouilles archéologiques, patrimoine monumental de Belgique, liste des arbres et haies remarquables,...)

2.6. Contraintes environnementales (cavités souterraines d'intérêt scientifique, zones humides d'intérêt biologique, contrats de rivière, zones naturelles sensibles, sites de grand intérêt biologique, zones de protection spéciale de l'avifaune, périmètres d'intérêt paysager, périmètres de prévention rapprochée, éloignée et de surveillance des captages, zones vulnérables des principaux aquifères, industries et équipements à risque majeur, canalisations de gaz ou de combustibles, lignes électriques,...)

3. Identification des potentialités du territoire visé par l'avant-projet de plan

Résumer succinctement les atouts du territoire visé au regard des points 1. et 2.

4. Identification des effets probables de la mise en œuvre du projet sur l'homme et l'environnement

Il s'agit de mettre en évidence les incidences non négligeables probables (effets secondaires cumulatifs, synergiques, à court, à moyen et à long termes, permanents et temporaires tant positifs que négatifs) sur l'environnement, de l'inscription de la zone d'extraction, de la zone naturelle, de la zone agricole et du périmètre de réservation.

Lorsque la mise en œuvre de la (des) zone(s) d'extraction est phasée, les effets doivent être déterminés aux différents stades de cette mise en œuvre.

Une distinction est effectuée entre les impacts sur le site concerné par l'avant-projet et les impacts sur les zones voisines.

4.1. Hydrogéologie et hydrologie

4.1.1. Modification du régime hydrogéologique (rabattement de nappe, tassement du sol, influence sur les captages, inondations suite au rejet d'eaux d'exhaure,...)

4.1.2. Modification du régime hydrologique (débit et charge des cours d'eau, inondations suite au rejet d'eaux d'exhaure, disparition/apparition de zones humides,...)

4.1.3. Mobilisation de ressources en eau potabilisable

4.2. Topographie et paysages (pendant et après l'activité extractive, établir des photos de synthèse)

4.3. Air et climat (poussières, formation de brouillards,...)

4.4. Faune, flore, biodiversité (pendant et après activité extractive, impacts potentiels du projet sur les espèces et habitats (éventuellement prioritaires - Décret du 6 décembre 2001) d'intérêt communautaire)

4.5. Qualité de vie (santé, sécurité, hygiène,...)

4.5.1. Charroi (direct et indirect - nombre de camions par jour, itinéraire, charge utile,...)

4.5.2. Tirs de mines (vibrations, effets de site,...)

4.5.3. Poussières

4.5.4. Bruit (au droit des habitations existantes, des zones d'habitat et de loisirs)

4.5.5. Odeurs

4.5.6. Paysages

4.5.7. Contraintes géotechniques et implications (karst, travaux miniers, glissement de terrain, érosion,...)

4.5.8. Effets sur le réseau autoroutier, les infrastructures et les flux de mobilité, disparition de voiries communales

4.6. Biens immobiliers

4.7. Patrimoine culturel (monuments et sites classés et fouilles archéologiques)

4.8. Effets sur les activités humaines (activités SEVESO, activités agricoles, forestières,...)

4.9. Interaction entre ces divers facteurs

5. Examen des mesures à mettre en œuvre pour éviter, réduire ou compenser les effets négatifs et pour renforcer ou augmenter les effets positifs de l'avant-projet

5.1. Présentation des variantes de délimitation et de mise en œuvre

Les variantes de délimitation sont des variations du contour de la (des) zone(s) d'extraction.

Les variantes de mise en œuvre correspondent par exemple à :

— une précision des affectations de la (des) zone(s);

— un phasage de l'occupation;

— des équipements techniques ou des aménagements particuliers,...

A l'échelle du périmètre d'influence, les fondements pour l'identification des variantes de délimitation et des variantes de mise en œuvre sont :

— répondre aux objectifs de l'avant-projet;

— répondre au prescrits du CWATUP (article 1^{er}, § 1^{er}) et des autres documents régionaux réglementaires ou d'orientation;

— utiliser au mieux les potentialités et contraintes du territoire : minimiser les impacts négatifs et favoriser les impacts positifs sur les trois plans social, économique et environnemental.

5.2. Mesures à mettre en œuvre

Pour chacune des variantes, sont identifiées les mesures à mettre en œuvre pour éviter, réduire ou compenser les impacts négatifs sur l'environnement et renforcer ou augmenter les impacts positifs.

Si de telles mesures sont présentes dans l'avant-projet, il s'agit de vérifier leur adéquation avec les objectifs de la révision et avec les particularités du milieu. Au besoin, de nouvelles prescriptions peuvent être ajoutées.

5.2.1. Ajustement du zonage réglementaire

5.2.2. Etablissement de prescriptions supplémentaires

Parmi ces prescriptions supplémentaires peuvent se trouver (article 41 du CWATUP) :

- une précision des affectations de la (des) zone(s);

- la réalisation d'un plan communal d'aménagement;

- le phasage de l'occupation de la (des) zone(s);

- la réversibilité des affectations s'il n'y a pas de mise en œuvre après un laps de temps;

...

5.2.3. Détermination d'équipements techniques et d'aménagements particuliers

5.2.4. Efficacité estimée de ces mesures et impacts résiduels non réductibles

6. Estimation des coûts et des délais de mise en œuvre

Ce point doit notamment distinguer les coûts à charge des opérateurs privés et ceux à charge de la collectivité.

7. Evolution probable de la situation environnementale si le plan n'est pas mis en œuvre

8. Justification et comparaison de l'avant-projet et des différentes variantes de délimitation et de mise en œuvre

La justification s'effectue sur base de l'article 1^{er}, § 1^{er} du CWATUP et de l'analyse ci-dessus.

Sous forme de tableau, la comparaison se base sur les éléments ci-dessus : impacts (tant positifs que négatifs) sur le milieu, mesures à mettre en œuvre, impacts résiduels, estimation des coûts et des délais de mise en œuvre.

CHAPITRE IV. — Informations complémentaires

1. Présentation de la (des) méthode(s) d'évaluation

L'auteur de l'étude explique les choix méthodologiques qu'il a dû opérer.

2. Limites de l'étude

Pour chaque phase du cahier des charges, l'auteur de l'étude précise les difficultés rencontrées ainsi que les points qui n'ont pas pu être approfondis et qui pourraient éventuellement l'être dans de futures études d'incidences.

3. Mesures envisagées pour assurer le suivi de la mise en œuvre du plan de secteur

L'objectif est d'identifier, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus de manière à être en mesure d'engager les mesures correctrices appropriées.

Il s'agira de lister les impacts non négligeables, de proposer des indicateurs de suivi de ces impacts, leur mode de calcul, les données utilisées et leur source, ainsi que leurs valeurs-seuils.

4. Données techniques complémentaires

L'auteur de l'étude joint à son rapport une bibliographie ainsi que des comptes rendus des réunions tenues avec les différents acteurs (responsables communaux, initiateurs privés,...).

CHAPITRE V. — Conclusions et recommandations

En deux pages maximum :

- rappeler quelles sont les principales potentialités et contraintes du projet de révision du plan de secteur;
- rendre un avis sur la demande et s'il échet, énoncer des recommandations.

Résumé non technique

Table des matières, suivie de la liste des cartes, figures et photos (avec le n° de page où elles se trouvent).

Le résumé non technique est un document indépendant qui comporte un maximum de 30 pages de texte. Il est abondamment documenté à l'aide de cartes, de figures et de photos en couleur.

Ce document doit résumer l'étude d'incidences de plan et la traduire dans un langage non technique de façon à la rendre compréhensible pour un public non averti, et doit favoriser la participation des citoyens à l'enquête publique.

Les effets positifs, négatifs et les mesures d'atténuation - remédiation proposées seront présentés sous forme de tableau synthétique.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juin 2007 décidant la mise en révision du plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez (planche 40/2) portant sur l'inscription d'une zone d'extraction au lieu-dit "les Turluttès", d'une zone naturelle, d'une zone agricole ainsi que d'un périmètre de réservation pour la réalisation d'un nouvel échangeur autoroutier sur le territoire des communes de Chaumont-Gistoux et Walhain.

Namur, le 21 juin 2007.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[2007/203140]

21. JUNI 2007 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ergänzung, durch Eintragung eines Naturgebiets und eines Agrargebiets als Ausgleichsmaßnahmen und durch Einführung eines alternativen Ausgleichs, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Dezember 2003, durch den beschlossen wurde, dass der Sektorenplan Wavre-Jodoigne-Perwez (Karte 40/2) einer Revision zu unterziehen ist, und durch den der Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans zwecks Eintragung eines Abbaugebiets in der Ortslage "Les Turluttès" in Chaumont-Gistoux und Walhain angenommen wurde

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere der Artikel 1, 22, 23, 25, 32, 35, 38, 40 und 42 bis 46;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 28. März 1979 zur Festlegung des Sektorenplans Wavre-Jodoigne-Perwez;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Dezember 2003, durch den beschlossen wird, dass der Sektorenplan Wavre-Jodoigne-Perwez (Karte 40/2) einer Revision zu unterziehen ist, und durch den der Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans zwecks Eintragung eines Abbaugebiets in der Ortslage "Les Turluttès" in Chaumont-Gistoux und Walhain angenommen wurde;

In der Erwägung, dass die Bestimmungen des Artikels 46, § 1, Absatz 2, 3^o des durch das Programmdekret vom 3. Februar 2005 zur Ankurbelung der Wirtschaft und zur administrativen Vereinfachung abgeänderten Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe voraussetzen, dass die durch den am

4. Dezember 2003 angenommenen Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans vorgesehene Eintragung des Abbaugebiets dadurch ausgeglichen wird, dass bestehende, für die städtebauliche Entwicklung bestimmte Gebiete gleichwertig in Gebiete umgewandelt werden, die nicht für die städtebauliche Entwicklung bestimmt sind, oder durch jegliche von der Regierung festgelegte alternative Ausgleichsmaßnahme;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung als raumplanerische Ausgleichsmaßnahmen die Umwandlung der folgenden Abbaugebiete in Gebiete, die nicht für die städtebauliche Entwicklung bestimmt sind, auswählt;

— Eintragung als Naturgebiet des Geländes "Pas de Chien", das dem "Vallée du Train" genannten Natura-2000 Gebiet BE 31007 angehört, für insgesamt ca. 3,6 ha;

— Eintragung als Agrargebiet einer ehemaligen Deponie der Klasse 2 mit einer Fläche von ca. 7,9 ha;

In der Erwägung, dass die Abbautätigkeit zur Zeit einen externen Verkehr von ca. 250 LKW pro Tag erzeugt, die "Chaussée de Huy" benutzen und durch das Zentrum von Chaumont-Gistoux fahren, und dass diese Lage für die Anlieger erhebliche Belastungen verursacht; dass eine direkte Verbindung des Abbaugeländes mit einem auf der Autobahn E411 zu schaffenden Autobahnkreuz, durch das dem Durchfahren der LKW in diesen Dorfgebieten ein Ende gesetzt werden könnte, deswegen als alternative Ausgleichsmaßnahme in Betracht gezogen wird; dass es vorgesehen wird, um deren Durchführung zu ermöglichen, einen Reserveumkreis zwecks der Schaffung eines Autobahnkreuzes auf der E411 in Höhe von Chaumont-Gistoux zu Lasten des Betreibers für einen Betrag von einer Million Euro einzutragen;

In der Erwägung, dass es Anlass besteht, den vorgenannten Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Dezember 2003 durch die Einführung dieser raumplanerischen und alternativen Ausgleichsmaßnahmen zu ergänzen;

In der Erwägung, dass es aus Gründen der Lesbarkeit ebenfalls vorgeschlagen wird, den am 4. Dezember 2003 von der Wallonischen Regierung angenommenen Plan durch einen neuen Plan zu ersetzen, der die Eintragung des Abbaugebiets und der Natur- und Agrargebiete, sowie des Reserveumkreises gleichzeitig aufnimmt;

In der Erwägung, dass die vorliegende Revision des Sektorenplans nicht vorläufig angenommen wurde, und dass die in Artikel 101 des am 11. März 2005 verabschiedeten RESA-Dekrets vorgesehenen Übergangsbestimmungen zur Weiterführung der vorher geltenden Maßnahmen keine Anwendung finden;

In der Erwägung, dass das am 2. Oktober 2003 vom Minister der Raumordnung angenommene Lastenheft deshalb angepasst werden muss, um mit dem in Artikel 42, Absatz 2 aufgeführten neuen vorgeschriebenen Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfungen in Übereinstimmung zu stehen;

In der Erwägung außerdem, dass diese Umweltverträglichkeitsprüfung die Einschätzung der Auswirkungen der Eintragung dieser raumplanerischen und alternativen Ausgleichsmaßnahmen enthalten muss, nämlich:

— das Agrargebiet;

— das Naturgebiet; diese Einschätzung ist auf jeden Fall ist aufgrund von Artikel 46, § 2, Absatz 2 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe Pflicht geworden, da sie innerhalb eines Natura 2000-Gebiets gelegen ist;

— und der Reserveumkreis zwecks der Schaffung eines Autobahnkreuzes, das eine direkte Verbindung zwischen dem Abbaugebiet und der E 411 ermöglichen würde;

In der Erwägung, dass der als Anlage zum vorliegenden Erlass beigefügte Inhaltsentwurf der Umweltverträglichkeitsprüfung den in Artikel 42, Absatz 2 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe dargestellten allgemeinen Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfungen erläutert; dass man davon ausgehen muss, dass die Elemente der Studie, die unter Berücksichtigung der Spezifitäten des Vorentwurfs definiert werden, den Umfang und den Genauigkeitsgrad dieser Studie festlegen;

In der Erwägung, dass der als Anlage beigefügte Inhaltsentwurf der Umweltverträglichkeitsprüfung betreffend die vorher beschlossene Eintragung des Abbaugebiets und die durch den vorliegenden Erlass eingeführten raumplanerischen und alternativen Ausgleichsmaßnahmen dem Regionalausschuss für Raumordnung und dem Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung gemäß Artikel 42, Absatz 4 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe sowie der Direktion der Natur der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt und der Generaldirektion der Autobahnen und Straßen zur Begutachtung vorgelegt werden muss; dass dieser Inhaltsentwurf der Umweltverträglichkeitsprüfung, ggf. nach Anpassung, der Regierung zur endgültigen Annahme anschließend vorgelegt werden wird;

In der Erwägung, dass die durch das Planungsbüro Pissart-Van der Stricht durchgeführte Umweltverträglichkeitsprüfung über den am 4. Dezember 2003 angenommenen Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans nach endgültiger Annahme deren Inhalt zu ergänzen sein wird;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Dezember 2003, durch den beschlossen wurde, dass der Sektorenplan Wavre-Jodoigne-Perwez (Karte 40/2) einer Revision zu unterziehen ist, und durch den der Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans zwecks Eintragung eines Abbaugebiets in der Ortslage "Les Turluttes" in Chaumont-Gistoux und Wahlhain angenommen wurde, wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"Es besteht Anlass, den Sektorenplan Wavre-Jodoigne-Perwez (Karte 40/2) zwecks Eintragung eines Abbaugebiets in der Ortslage "Les Turluttes", eines Naturgebiets, eines Agrargebiets sowie eines Reserveumkreises für die Schaffung eines neuen Autobahnkreuzes auf dem Gebiet der Gemeinden Chaumont-Gistoux und Wahlhain einer Revision zu unterziehen."

Art. 2 - Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Dezember 2003, durch den beschlossen wurde, dass der Sektorenplan Wavre-Jodoigne-Perwez (Karte 40/2) einer Revision zu unterziehen ist, und durch den der Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans zwecks Eintragung eines Abbaugebiets in der Ortslage "Les Turluttes" in Chaumont-Gistoux und Wahlhain angenommen wurde, wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"Der Vorentwurf zur Revision des Sektorenplanes Wavre-Jodoigne-Perwez (Karte 40/2) über die Eintragung eines Abbaugebiets in der Ortslage "Les Turluttes", eines Naturgebiets, eines Agrargebiets sowie eines Reserveumkreises für die Schaffung eines neuen Autobahnkreuzes auf dem Gebiet der Gemeinden Chaumont-Gistoux und Wahlhain wird gemäß dem beiliegenden Plan angenommen."

Art. 3 - Der dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Dezember 2003 beigefügte Plan wird durch den beiliegenden Plan ersetzt.

Art. 4 - Der Minister der Ländlichen Entwicklung wird damit beauftragt, den als Anlage beigefügten Inhaltsentwurf der Umweltverträglichkeitsprüfung betreffend die vorher beschlossene Eintragung des Abbaugebiets und die durch den vorliegenden Erlass eingeführten raumplanerischen und alternativen Ausgleichsmaßnahmen dem Regionalausschuss für Raumordnung, Abteilung Normative Planung, und dem Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung gemäß Artikel 42, Absatz 4 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den

Städtebau und das Erbe sowie der Direktion der Natur der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt und der Generaldirektion der Autobahnen und Straßen zur Begutachtung vorzulegen, und ihn ggf. nach Anpassung der Regierung zur endgültigen Annahme erneut vorzulegen.

Namur, den 21. Juni 2007

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Der Plan kann bei der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes, rue des Brigades d'Irlande 1 in 5100 Jambes eingesehen werden.

ANNEXE

INHALTSENTWURF DER UMWELTVERTRÄGLICHKEITSPRÜFUNG DES SEKTORENPLANS

1. Umfang

Kein Element des Vorentwurfs wird von der Umweltverträglichkeitsprüfung befreit.

2. Genauigkeitsgrad

Das folgende Sonderlastenheft bildet ein Musterdokument, das der vorliegenden Akte angepasst worden ist, und dessen Genauigkeit als ausreichend hinsichtlich des Artikels 42 des Gesetzbuches betrachtet wird.

Besondere Aufmerksamkeit wird dem Mobilitätsmanagement geschenkt.

ERSTE PHASE

Einleitung

Die Einleitung hat zum Zweck, die Umweltverträglichkeitsprüfung wieder in ihren Kontext einzusetzen und zielt insbesondere darauf ab, das Verfahren für die Öffentlichkeit zu klären (im Rahmen der Konzertierungsversammlungen werden oft die durch die Revision des Sektorenplans zu behandelnden Aspekte und diejenigen, die durch die Genehmigungen und Erlaubnisse betroffen sind, verwechselt).

1. Erinnerung an Artikel 42 des CWATUP

Tabelle zur Zusammenfassung der verschiedenen Stufen des Verfahrens zur Revision des Sektorenplans. Einordnung der Umweltverträglichkeitsprüfung in dem besagten Verfahren und Bestimmung der Fristen für die Durchführung der Studie: Erstellung eines Zeitplans der Arbeiten.

2. Von der Wallonischen Regierung angenommener Vorentwurf zur Abänderung des Sektorenplans

Abschrift des im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlichten Erlasses bezüglich des Vorentwurfs + kartographische Darstellung.

3. Beteiligte in der Revision des Sektorenplans

3.1. Entscheidungsträger

Die Wallonische Regierung, vertreten durch den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört.

3.2. Initiator des Antrags

Projekträger, Gesellschaft oder natürliche Person, die das Gelände mit dem Steinbruch bewirtschaftet. Die Kontaktperson(en) und ihre Personalien bitte angeben.

3.3. Umweltverträglichkeitsprüfer

Zugelassenes Planungsbüro: die Kategorien und Dauer der Zulassung, die verschiedenen Personen, die an der Umweltverträglichkeitsprüfung mitgearbeitet haben, und deren Kompetenzen bitte angeben.

KAPITEL I. — Beschreibung und Kommentare über die Ziele des Vorentwurfs zum Plan

1. Zusammenfassung des Inhalts und Beschreibung der Ziele des Vorentwurfs zum Plan

1.1. Gegenstand der Revision

1.1.1. Lokalisierung und Fläche des bzw. der Abbaugebiete (oder sonstigen Gebiete), die im Vorentwurf zum Plan eingetragen sind

○ Genaue Lokalisierung (Provinz, Gemeinde(n), Ortslage, Straße, Nr. der NGI- Karte, Lambert-Koordinate) und Abbildung auf Straßen- und topographischer Karte (1/50 000 und 1/10 000)

○ Liste der Anwesen und Eigentümer der durch den Vorentwurf betroffenen Grundstücke (Katasterplan und Grundbuch mit dem Status der Parzellen und den Eigentümern oder Mietern).

○ Zweckbestimmungen im Sektorenplan (heutige und geplante Zweckbestimmungen) (Karten 1/10 000)

1.1.2. Art des Vorkommens, das durch die Abbautätigkeit betroffen ist und Aufwertung des gewonnenen Gesteins

○ Art Gestein und Produkte (bitte genau angeben)

○ Heutige und/oder geplante Aufwertung, einschließlich des "tauben Gesteins" - Verwendungen und Anwendungen bitte erläutern

1.1.3. Lokalisierung und Raumbedarf des Autobahnkreuzes und der direkten Verbindung mit dem Betrieb

1.2. Ziele der Revision

Es geht um die Ziele der Regierung, die im Erlass zum Vorentwurf des Planes erwähnt sind. Diese Ziele werden auf der Grundlage der Berichte an die Wallonische Regierung vom 27. März 2002 und vom 21. Juni 2007 festgelegt, und können durch verschiedene Elemente bekräftigt werden, u.a., was das Abbaugebiet betrifft:

— Vorrat am betroffenen Produkt (die Berechnungsmethode bitte erläutern):

(A) Erweiterung eines Abbaugebiets

- Vorhandener Vorrat innerhalb des bereits bestehenden Abbaugebiets
- Erschöpfungsfrist
- Eingeschätzter Vorrat innerhalb der Erweiterung des Abbaugebiets

(B) Neues Abbaugelände

- Geschätzter Vorrat innerhalb des neuen Abbaugeländes
- Geschätzte Vorräte innerhalb der gesamten zur Zeit im Sektorenplan eingetragenen Abbaugelände (für die durch den Vorentwurf betroffene Art Gestein)
 - Eigenschaften des Vorkommens
 - besondere Bewirtschaftungstechniken;
 - Marktentwicklung für die betroffene Art des Produkts;
 - Beibehaltung oder Entwicklung einer wirtschaftlichen Aktivität (direkte oder indirekte Beschäftigung, Versorgung von Verarbeitungsbetrieben, usw.)

1.3. Eventuelle Optionen bezüglich der Durchführung des Projekts

Beispiel:

- Vorgesehene Bestimmungen als Erläuterung der gesetzlichen Vorschriften;
- städtebauliche Vorschriften;
- Zunahme der Produktion und/oder Verwertung von neuen Produkten;
- Abbau- und Behandlungstechniken des Gesteins;
- Phasierung der Belegung (einschließlich der Verwaltung des tauben Gesteins, des Trockenlegungswassers und der Neueinrichtung);
- Vorrichtungen zur Umweltverwaltung und landschaftlichen Integration;
- geplante Infrastrukturen innerhalb und außerhalb des Gebiets des Vorentwurfs;

...

2. Kritische Analyse der Ziele des Vorentwurfs des Planes

2.1. Überprüfung der Vereinbarkeit der Ziele des Vorentwurfs mit den Herausforderungen, die in den regionalen verordnenden oder Orientierungsdokumenten vorgestellt werden

Hier sind die verschiedenen Pläne und Programme gemeint, wie das Wallonische Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, der Entwicklungsplan des regionalen Raums, der Umweltplan für die nachhaltige Entwicklung, der Vertrag für die Zukunft der Wallonie, usw.

Es besteht außerdem Anlass, die Anträge auf Erweiterung von bestehenden Steinbrüchen von den Eröffnung neuer Betriebe zu unterscheiden

2. Überprüfung der Relevanz der Ziele in Sachen Umweltschutz, die im Rahmen der Ausarbeitung des Planes in Betracht gezogen werden

KAPITEL II — Sozialwirtschaftliche Begründung des Vorentwurfs

1. Beurteilung der Notwendigkeit einer Erweiterung oder Schaffung eines Abbaugeländes im Sektorenplan

Einschätzung der Bedürfnisse (Notwendigkeit, im Sektorenplan angesichts des in dem bzw. den bereits bestehenden Abbaugelände(n) noch vorhandenen Vorrats und der Betriebsführung des Abbaugeländes zu erweitern oder ein neues Abbaugelände einzutragen). Die Berechnungsmethoden bitte erläutern.

Hier handelt es sich um die Stufe zur Überprüfung, dass der vorhandene Vorrat im zur Zeit bewirtschafteten Abbaugelände (im Falle der Erweiterung eines bereits bestehenden Abbaugeländes) oder in den anderen im Sektorenplan eingetragenen, nicht bewirtschafteten Abbaugeländen sowohl quantitativ als auch qualitativ unzureichend ist.

Es besteht Anlass, diese Gebiete auf einer Karte zu lokalisieren und die Eigenschaften ihrer Vorkommen zusammenzufassen (Bewirtschaftungsmöglichkeit, Qualität der Produkte, geschätzte Vorräte)

Außerdem müssen die Erreichbarkeit dieser Gelände und die Möglichkeit einer Bewirtschaftung unter Berücksichtigung der hauptsächlichsten Flächennutzungsarten (Unvereinbarkeit der Abbautätigkeit mit anderen Flächennutzungsarten und menschlichen Aktivitäten) überprüft werden.

Die anderen Anträge auf eine Revision des Sektorenplans zu denselben Zwecken (Gestein) in der Wallonischen Region aufführen (auf eine Karte lokalisieren)

2. Quantitative und qualitative Bewertung des wirtschaftlichen Interesses des Vorkommens

Diese Phase muss das Interesse des zu gewinnenden Gesteins sowie die potentiellen wirtschaftlichen Auswirkungen ihrer Bewirtschaftung billigen.

Zu diesem Zweck sind insbesondere die folgenden Maßnahmen notwendig:

- Überprüfung der Bewirtschaftungsmöglichkeiten des Vorkommens und Schätzung des Vorrats dieses Vorkommens (Berechnungsmethoden bitte erläutern);
- Bestimmung der Qualität des Gesteins und ihrer voraussichtlichen Absatzmöglichkeiten (Anwendungen, gezielte Märkte, ggf. das erbebezogene Interesse des gewonnenen Gesteins erwägen, usw.);
- Bestimmung des Anteils des zu gewinnenden Gesteins im Verhältnis zu den gesamten gewonnenen Mengen in der Wallonischen Region, Aufführung und Lokalisierung der anderen Unternehmen, die die gleiche Art Gestein bewirtschaften;
- Aufführung und Lokalisierung der potentiellen Kunden-Unternehmen unter Angabe des Vorteils, den sie von der Inbetriebsetzung des Geländes ziehen können (einschließlich der Nachunternehmer, die mit der Wartung des Betriebsmaterials, der Reinigung der Zugangsstellen zum Gelände, mit dem Transport beauftragt sind, usw.)
- Schätzung der direkten und indirekten Arbeitsplätze, die durch die geplante Aktivität geschaffen werden, sowie der finanziellen Auswirkungen (u.a. Abgaben, Gebühren, usw.);

...

3. Sozialwirtschaftliche Begründung der Eintragung des Abbaugeländes.

Billigung oder Missbilligung der Notwendigkeit einer Erweiterung oder Schaffung eines Abbaugeländes, das den Zielen des Vorentwurfs entgegenkommt.

4. Begründung der geplanten Straßeninfrastrukturen

Folgen der in den Punkten 1 und 2 bestimmten Entwicklungsperspektiven auf den Verkehr. Überprüfung der Notwendigkeit, einen neuen Autobahnkreuz auf der E411 und eine direkte Verbindungsstraße mit dem Betriebsgelände zu bauen.

ZWEITE PHASE

KAPITEL III — *Billigung des Vorentwurfs zum Plan hinsichtlich der voraussichtlichen Auswirkungen auf den Menschen und auf die Umwelt*

1. Beschreibung der Merkmale des betroffenen Gebiets hinsichtlich der Bevölkerung und der Umwelt
 - 1.1. Merkmale hinsichtlich der Umwelt
 - 1.1.1. Geologie
 - 1.1.1.1. Regionale Lage (Becken oder struktureles Felsmassiv)
 - 1.1.1.2. Vorkommen (Lithologie, Alter, Bildung, Glied, Gesamt- und aufgewertete Mächtigkeit, Schichtenstruktur (Einfallen und Richtung), Deckung usw. - einen Auszug der neusten geologischen Karte bitte beifügen)
 - 1.1.1.3. Geotechnische Belastungen (Karst, tektonische Störungen (Brüche und Risse), Hydrogeologie, usw.)
 - 1.1.2. Bodenkunde (Kennzeichnung der Bodenart, Qualität und Seltenheit, einen Auszug der pedologischen Karte bitte beifügen)
 - 1.1.3. Hydrologie und Hydrogeologie (Becken, Zwischengebiet, Wasserlauf, Wasserflächen, hydrogeologische Karte, Grundwasserleitschicht (Art bitte angeben), Piezometrie, Wasserentnahmestellen, empfindliche Gebiete, Schutz- und Überwachungszonen, Zonen mit Umwelteinschränkungen, usw.)
 - 1.1.4. Topographie und Landschaften (Geomorphologie und Umkreise von landschaftlichem Interesse, Punkte oder Linie mit bemerkenswertem Ausblick ADESA, usw.)
 - 1.1.5. Luft und Klima (verfügbare Daten über die Luftqualität und klimatische Daten, Hauptwindrichtungen, auf der Grundlage der Aufstellungen der nächsten meteorologischen Station, usw.)
 - 1.1.6. Fauna und Flora (Arten und Lebensräume, Arten und geschützte Lebensräume bitte auflisten)
 - 1.2. Merkmale hinsichtlich der Bevölkerung
 - 1.2.1. Materielle Güter und Erbgut: Urbanistische Struktur und architektonische Morphologie der Bebauung und der öffentlichen Flächen, Kulturerbe (unter Schutz gestellte Landschaften und Güter, Schutzgebiete, usw.)
 - 1.2.2. Infrastrukturen und öffentliche Ausstattungen (Straßen, Hochspannungs- und Höchstspannungsleitungen, unterirdische Kanalisationen usw.)
 - 1.2.3. Menschliche Aktivitäten (Natur und Merkmale der heutigen und potentiellen Aktivitäten, u.a. Landwirtschaft, empfindliche sozialkulturelle Ausrüstungen - Altenheim, Schule, Kinderkrippe, Krankenhaus -, sonstige empfindliche menschliche oder industrielle Aktivitäten (Seveso), usw.)
 - 1.2.4. Lärm (bereits vorhandene oder nach Messung erhaltene Daten, bitte Messungsort, Datum und Tageszeit angeben)
 - 1.2.5. Schwingungen (bereits vorhandene oder nach Messung erhaltene Daten an den nächsten Wohnungen und Wohn- und Freizeitgebieten und Gebieten mit technologischem Risiko)
 - 1.2.6. Bergbauarbeiten
 2. Beschreibung der rechtlichen Lage
 - 2.1. Vorschriftsmäßige Raumordnungsgebiete und Umkreise
 - 2.1.1. Auf regionaler Ebene (Sektorenplan, regionale Städtebauordnung, Sanierungsplan je Zwischeneinzugsgebiet, Allgemeine Bauordnung für ländliche Gegenden usw.)
 - 2.1.2. Auf Gemeindeebene (Bebauungsplan, kommunaler Raumordnungsplan, kommunaler Umweltplan für die nachhaltige Entwicklung, kommunaler Naturförderungsplan, kommunales Strukturschema, kommunale Städtebauordnung, allgemeiner Gemeindecanalisationsplan, usw.)
 - 2.2. Einer besonderen Regelung unterliegende öffentliche Güter
 - 2.2.1. Fauna und Flora (Rechtsstellung der Wälder und Forste, Naturpark, Naturschutzgebiete, Natura 2000-Gebiete, Standort von gemeinschaftlichem Interesse (besondere Erhaltungsgebiete), natürliche Lebensräume (ggf. vorrangige natürliche Lebensräume - Dekret vom 6 December 2001) und Arten von gemeinschaftlichem Interesse, usw.)
 - 2.2.2. Menschliche Aktivitäten (Rechtsstellung der Straßennetze und Verkehrswege, Autonomes Netz langsamer Wege, Industrien und Ausrüstungen mit bedeutenden Risiken, usw.)
 - 2.3. Genehmigungsgebiet mit Einschränkung der bürgerlichen Rechte (bestehende Parzellierungen, Umkreise, für welche eine Beihilfe des Katastrophenfonds erteilt worden ist, Immobiliengüter, die dem Vorkaufsrecht unterworfen sind, Immobiliengüter, die einer Enteignung zu gemeinnützigen Zwecken unterworfen sind, usw.)
 - 2.4. Mit den Politiken der operativen Planung verbundene Umkreise (Flurbereinigungsgebiete, Umkreise der städtischen Neubelebung, Stadterneuerungsbereiche, bevorzugte Initiativgebiete, usw.)
 - 2.5. Erbe- und archäologische Stätten (unter Schutz gestellte Denkmäler bzw. Landschaften, einschließlich der archäologischen Ausgrabungen, Denkmalerbe von Belgien, Liste der bemerkenswerten Bäume und Hecken, usw.)
 - 2.6. Umwelteinschränkungen (unterirdischen Hohlräume von wissenschaftlichem Interesse, Feuchtgebiete von biologischem Interesse, Flussverträge, empfindliche Naturgebiete, Gebiete von hohem biologischem Interesse, Sonderschutzgebiete für die Avifauna, Umkreise von landschaftlichem Interesse, Präventivzonen im Nahbereich, im Fernbereich und Überwachungszonen der Wasserentnahmestellen, empfindliche Gebiete der Hauptgrundwasserleiter, Industrien und Ausrüstungen mit bedeutenden Risiken, Gas- oder Brennstoffkanalisationen, elektrische Leitungen usw.)
3. Identifizierung des Potenzials des durch den Vorentwurf des Planes betroffenen Gebiets
Die Trümpfe des betroffenen Gebiets hinsichtlich der Punkte 1 und 2 bitte kurz zusammenfassen
4. Identifizierung der voraussichtlichen Auswirkungen der Durchführung des Projekts auf den Menschen und die Umwelt
Hier gilt es, die voraussichtlichen bedeutsamen Auswirkungen (kumulative, synergische, kurz-, mittel- und langfristige, ständige und zeitweilige, sowohl positive als auch negative Nebenwirkungen) auf die Umwelt der Eintragung des Abbaugebiets, des Naturgebiets, des Agrargebiets und des Reserveumkreises hervorzuheben.
Wenn die Verwertung des bzw. der Abbaugebiete in Phasen vorgesehen ist, so müssen die Auswirkungen bei den verschiedenen Stadien dieser Verwertung bestimmt werden.
Es wird zwischen den Auswirkungen auf das durch den Vorentwurf betroffene Gebiet und den Auswirkungen auf die Nachbargebiete unterschieden.

4.1. Hydrogeologie und Hydrologie

4.1.1. Veränderungen des hydrogeologischen Systems (Abpumpen der Grundwasserschichten, Bodensenkung, Auswirkungen auf die Wasserentnahmestellen, Überschwemmungen infolge der Ableitung von Trockenlegungswasser, usw.)

4.1.2. Veränderungen des hydrologischen Systems (Abflussmenge und Belastung der Wasserläufe, Überschwemmungen infolge der Ableitung von Trockenlegungswasser, Verschwinden/Entstehen von Feuchtgebieten, usw.)

4.1.3. Mobilisierung der Trinkwasserressourcen

4.2. Topographie und Landschaften (während und nach der Abbautätigkeit, Synthesebilder bitte geben)

4.3. Luft und Klima (Staub, Dunstbildung, usw.)

4.4. Fauna, Flora und biologische Vielfalt (Während und nach der Abbautätigkeit, potentielle Ein- und Auswirkungen des Projekts auf die Arten und Lebensräume (ggf. prioritären Lebensräume - Dekret vom 6 December 2001) von gemeinschaftlichem Interesse)

4.5. Lebensqualität (Gesundheit, Sicherheit, Hygiene, usw.)

4.5.1. Verkehr (direkter und indirekter Verkehr - Anzahl LKW pro Tag, Verkehrsstrecke, Nutzlast, usw.)

4.5.2. Sprengarbeiten (Schwingungen, Effekte auf das Gelände, usw.)

4.5.3. Staub

4.5.4. Lärm (an den bereits bestehenden Wohnungen, Wohn- und Freizeitgebieten)

4.5.5. Gerüche

4.5.6. Landschaften

4.5.7. Geotechnische Belastungen und Folgen (Karst, Bergbauarbeiten, Erdbeben, Erosion, usw.)

4.5.8. Effekte auf das Autobahnnetz, die Infrastrukturen und die Verkehrsströme, Verschwinden von Gemeindegewegen

4.6. Immobiliengüter

4.7. Kulturerbe (unter Schutz gestellte Denkmäler bzw. Landschaften und archäologische Ausgrabungen)

4.8. Effekte auf die menschlichen Aktivitäten (SEVESO Aktivitäten, landwirtschaftliche und forstliche Aktivitäten, usw.)

4.9. Wechselbeziehung zwischen diesen verschiedenen Faktoren

5. Überprüfung der Maßnahmen, die zu treffen sind, um die negativen Auswirkungen zu vermeiden, zu verringern oder auszugleichen und um die positiven Auswirkungen des Vorentwurfs zu verstärken oder zu steigern

5.1. Darstellung der Varianten für die Abgrenzung und die Durchführung

Die Abgrenzungsvarianten sind Varianten des Umkreises des bzw. der Abbaugebiete.

Die Durchführungsvarianten betreffen zum Beispiel:

— eine genauere Bestimmung der Zweckverwendungen des bzw. der Gebiete;

— eine Phasierung der Bodennutzung

— technische Ausrüstungen oder besondere Einrichtungen,...

Auf der Ebene des Einflussbereichs sind die Grundsätze für die Identifizierung der Abgrenzungs- und Durchführungsvarianten die Folgenden:

— den Zielen des Vorentwurfs nachkommen;

— den Bestimmungen des CWATUP (Artikel 1 § 1) und der anderen regionalen verordnenden oder Orientierungsdokumenten entsprechen;

— das Potenzial und die Einschränkungen des Gebiets bestens auszunutzen: die negativen Auswirkungen minimieren und die positiven Auswirkungen im sozialen, wirtschaftlichen und Umweltbereich fördern.

5.2. Einzuleitende Maßnahmen

Für jede Variante werden die Maßnahmen identifiziert, die zu treffen sind, um die negativen Auswirkungen auf die Umwelt zu vermeiden, zu verringern oder auszugleichen und um die positiven Auswirkungen des Vorentwurfs zu verstärken oder zu steigern.

Wenn solche Maßnahmen im Vorentwurf vorgesehen sind, soll überprüft werden, ob sie mit den Zielen der Revision und den Besonderheiten des Umfelds vereinbar sind. Wenn nötig können neue Vorschriften hinzugefügt werden.

5.2.1. Anpassung der vorschriftsmäßigen Zoneneinteilung

5.2.2. Festsetzung von zusätzlichen Vorschriften

Diese zusätzliche Vorschriften können u.a. das Folgende betreffen (Artikel 41 des CWATUP):

- eine genauere Bestimmung der Zweckverwendungen des bzw. der Gebiete;

- Erstellung eines kommunalen Raumordnungsplanes;

- Phasierung der Benutzung des bzw. der Gebiete;

- Reversibilität der Zweckverwendungen, wenn nach einer bestimmten Zeit das Projekt nicht durchgeführt worden ist

...

5.2.3. Bestimmung von technischen Ausrüstungen und besonderen Einrichtungen

5.2.4. Einschätzung der Effizienz der Maßnahmen und des nicht reduzierbaren Restimpacts

6. Einschätzung der Kosten und der Fristen für die Durchführung

In diesem Punkt müssen insbesondere die Kosten, die zu Lasten der privaten Träger gehen, von denjenigen, die zu Lasten der Gemeinschaft gehen, unterschieden werden.

7. Voraussichtliche Entwicklung der Umweltlage, wenn der Plan nicht durchgeführt wird

8. Begründung und Vergleich des Vorentwurfs und der verschiedenen Abgrenzungs- und Durchführungsvarianten

Die Begründung erfolgt auf der Grundlage von Artikel 1, § 1 des CWATUP und der oben stehenden Analyse.

Der Vergleich hat die Form einer Tabelle und beruht auf den folgenden Elementen: (sowohl positive als auch negative) Auswirkungen auf das Umfeld, einzuleitende Maßnahmen, Restimpacts, Einschätzung der Kosten und Fristen für die Durchführung.

KAPITEL IV — *Zusätzliche Information*

1. Vorstellung der Bewertungsmethode(n)

Der Autor der Studie erläutert die methodologische Wahl, die er zu treffen hatte.

2. Grenzen der Studie

Für jede Phase des Lastenhefts erläutert der Autor der Studie die angetroffenen Schwierigkeiten sowie die Punkte, die nicht gründlicher untersucht werden konnten und die ggf. in zukünftigen Umweltverträglichkeitsprüfungen gründlicher untersucht werden könnten.

3. in Betracht gezogene Maßnahmen zur Begleitung der Durchführung des Sektorenplans

Ziel ist es, frühzeitig die unvorhergesehenen negativen Auswirkungen zu identifizieren, so dass die geeigneten Berichtsmaßnahmen getroffen werden können.

Es geht darum, die bedeutsamen Auswirkungen aufzulisten, Überwachungsindikatoren bezüglich dieser Auswirkungen, ihr Berechnungsverfahren, die verwendeten Daten und deren Quellen, sowie Schwellenwerte vorzuschlagen.

4. Zusätzliche technische Daten

Der Autor der Studie fügt seinem Bericht eine Bibliographie sowie Protokolle über die Versammlungen mit den verschiedenen Akteuren (Verantwortungsträgern der Gemeinden, privaten Initiatoren, usw.) bei.

KAPITEL V — *Schlussfolgerungen und Empfehlungen*

In höchstens zwei Seiten:

- an das hauptsächliche Potenzial und die hauptsächlichen Belastungen des Projekts zur Revision des Sektorenplans erinnern;
- ein Gutachten über die Antragstellung abgeben und ggf. Empfehlungen äußern.

Nichttechnische Zusammenfassung

Inhaltsverzeichnis, Liste der Karten, Abbildungen und Bilder (mit der Seitennummer).

Die nichttechnische Zusammenfassung ist ein getrenntes Dokument, das höchstens 30 Textseiten umfasst. Es ist reichlich mit Karten, Abbildungen und Farbbildern dokumentiert.

Dieses Dokument muss die Umweltverträglichkeitsprüfung über den Plan zusammenfassen und sie in eine nichttechnische Sprache übersetzen, damit sie für nicht Sachkundige verständlich wird, und die Teilnahme der Bürger an der öffentlichen Untersuchung fördern.

Die positiven, negativen Auswirkungen und die vorgeschlagenen Maßnahmen zur Verringerung der Auswirkungen - Wiederherstellung werden in der Form einer synthetischen Tabelle dargestellt.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Juni 2007, durch den beschlossen wird, den Sektorenplan Wavre-Jodoigne-Perwez (Karte 40/2) zwecks Eintragung eines Abbaugebiets in der Ortslage "Les Turluttès", eines Naturgebiets, eines Agrargebiets sowie eines Reserveumkreises für die Schaffung eines neuen Autobahnkreuzes auf dem Gebiet der Gemeinden Chaumont-Gistoux und Wahlhain einer Revision zu unterziehen ist, beigefügt zu werden.

Namur, den 21. Juni 2007

Der Minister-Präsident

E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

A. ANTOINE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

[2007/203140]

21 JUNI 2007. — Besluit van de Waalse Regering tot aanvulling van het besluit van 4 december 2003 waarbij beslist wordt het gewestplan Waver-Geldenaken-Perwez (blad 40/2) aan herziening te onderwerpen door opnemng van een natuurgebied en een landbouwgebied als planologische compensatie en tot aanneming van het voorontwerp tot herziening met het oog op de opnemng van een ontginningsgebied in het gehucht "Les Turluttès", te Chaumont-Gistoux en Walhain

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op de artikelen 1, 22, 23, 25, 32, 35, 38, 40 en 42 tot 46;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 maart 1979 tot opstelling van het gewestplan Waver-Geldenaken-Perwez;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2003 waarbij beslist wordt tot herziening van het gewestplan Waver-Geldenaken-Perwijs (blad 40/2) en tot aanneming van het voorontwerp van herziening met het oog op de opnemng van een ontginningsgebied in het gehucht "Les Turluttès" op het grondgebied van de gemeenten Chaumont-Gistoux en Walhain;

Overwegende dat artikel 46, § 1, 2, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, zoals gewijzigd bij het programmadecreet van 3 februari 2005 tot economisch herstel en administratieve vereenvoudiging inhoudt dat de opnemng van het ontginningsgebied, bepaald bij het voorontwerp van herziening van het gewestplan goedgekeurd op 4 december 2003, gecompenseerd wordt door de gelijkwaardige omvorming van bestaande bebouwingsgebieden tot niet-bebouwingsgebieden of door elke alternatieve compensatie, door de Regering bepaald;

Overwegende dat de Waalse Regering als planologische compensaties de omvorming in aanmerking genomen heeft van volgende ontginningsgebieden tot niet-bebouwingsgebieden :

— opneming als natuurgebied van de locatie "Pas de Chien", dat deel uitmaakt van het Natura 2000-gebied BE 31007 "Vallée du Train", met een totaaloppervlakte van ongeveer 3,6 ha;

— opneming als landbouwgebied van een voormalige stortplaats van klasse 2, met een oppervlakte van ongeveer 7,9 ha;

Overwegende dat de uitbating heden voor een extern verkeer zorgt van ongeveer 250 vrachtwagens per dag dat de "chaussée de Huy" neemt via het centrum van Chaumont-Gistoux en dat die toestand voor aanzienlijke hinder zorgt bij de omwonenden; dat een rechtstreekse verbinding van de uitbatingslocatie met een verkeerswisselaar die aangelegd zou worden op de autosnelweg E411, waardoor een einde gemaakt kan worden aan het doorrijdend vrachtverkeer in de dorpsgebieden, bijgevolg overwogen wordt als alternatieve compensatie; dat om dat te verwezenlijken, in een reserveringsomtrek voorzien wordt met het oog op de aanleg van een verkeerswisselaar op de E411 ter hoogte van Chaumont-Gistoux, ten laste van de uitbater tegen één miljoen euro;

Overwegende dat voornoemd besluit van de Waalse Regering van 4 december 2003 aangevuld moet worden door de invoering van die planologische en één alternatieve compensatie;

Overwegende dat er om leesbaarheidsredenen ook voorgesteld wordt het op 4 mei 2003 door de Waalse Regering aangenomen plan te vervangen door een nieuw plan waarop tegelijkertijd de opneming van een ontginningsgebied, natuurgebieden en een landbouwgebied, evenals een reserveringsomtrek voorkomen;

Overwegende dat bedoelde herziening van het gewestplan niet het voorwerp heeft uitgemaakt van een voorlopige aanneming en dat de overgangsmaatregelen bedoeld in artikel 101 van het economisch herstel- en administratieve vereenvoudigingsdecreet, dat in werking is getreden op 11 maart 2005 en bepaalt dat de voorheen in werking getreden procedures voortgezet mogen worden, niet toepasselijk zijn;

Overwegende dat het bestek, aangenomen door de Minister van Ruimtelijke Ordening op 2 oktober 2003, dus aangepast moet zijn om eenvormig te zijn met de nieuwe verplichte inhoud voor milieueffectenonderzoeken waarvan sprake in artikel 42, lid 2;

Overwegende dat dat milieueffectenonderzoek overigens de beoordeling moet inhouden van de effecten van de opneming van de planologische en de alternatieve compensaties, namelijk :

— het landbouwgebied;

— het natuurgebied, waarbij die beoordeling hoe dan ook verplicht is krachtens artikel 46, § 2, lid 2, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium daar ze gelegen zijn in of in de nabijheid van een Natura 2000-omtrek;

— en de reserveringsomtrek met het oog op de aanleg van de verkeerswisselaar die een rechtstreekse verbinding kan verzorgen tussen de uitbatingslocatie en de E411;

Overwegende dat de ontwerp-inhoud van het effectenonderzoek, gevoegd bij dit voorontwerp van plan, de algemene inhoud van het effectenonderzoek van plannen, verwoord in artikel 42, lid 2, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, uiteenzet; dat de bestanddelen van het onderzoek, omschreven met inoverwegingname van de specifieke kenmerken van het voorontwerp, beschouwd moeten worden als vaststelling van de omvang en de nauwkeurigheidsgraad van dat onderzoek;

Overwegende dat de als bijlage bij dit besluit gevoegde ontwerp-inhoud van het effectenonderzoek, met betrekking tot de opneming van het voorheen bepaalde ontginningsgebied en de planologische en alternatieve compensatie ingevoerd bij dit besluit, voor advies voorgelegd moet worden aan de "Commission régionale d'Aménagement du Territoire" (Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening), aan de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Waalse Milieuraad voor Duurzame Ontwikkeling) overeenkomstig artikel 42, lid 4, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, evenals aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu en aan het Directoraat-generaal Autosnelwegen en Wegen; dat de ontwerp-inhoud van de effectenonderzoek; eventueel aangepast, vervolgens opnieuw voorgelegd wordt aan de Regering voor definitieve aanneming;

Overwegende dat het effectenonderzoek met betrekking tot het voorontwerp van herziening van het plan, aangenomen op 4 december 2003, uitgevoerd door het kantoor Pissart - Van der Stricht, aangevuld zal moeten worden na definitieve aanneming van de inhoud ervan;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2003 waarbij beslist wordt tot herziening van het gewestplan Waver-Geldenaken-Perwijs (blad 40/2) en tot aanneming van het voorontwerp van herziening met het oog op de opneming van een ontginningsgebied in het gehucht "Les Turluttes" op het grondgebied van de gemeenten Chaumont-Gistoux en Walhain wordt vervangen door volgende bepaling :

"Het gewestplan Waver-Geldenaken-Perwez (blad 40/2) wordt aan herziening onderworpen met het oog op de opneming van een ontginningsgebied in het gehucht "Les Turluttes", van een natuurgebied, een landbouwgebied en een reserveringsomtrek voor de verwezenlijking van een nieuwe verkeerswisselaar voor een autosnelweg op het grondgebied van de gemeenten Chaumont-Gistoux en Walhain."

Art. 2. Artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2003 waarbij beslist wordt tot herziening van het gewestplan Waver-Geldenaken-Perwijs (blad 40/2) en tot aanneming van het voorontwerp van herziening met het oog op de opneming van een ontginningsgebied in het gehucht "Les Turluttes" op het grondgebied van de gemeenten Chaumont-Gistoux en Walhain wordt vervangen door volgende bepaling :

"Het voorontwerp van herziening van het gewestplan Waver-Geldenaken-Perwez (blad 40/2) met betrekking tot de opneming van een ontginningsgebied in het gehucht "Les Turluttes", een natuurgebied, een landbouwgebied, evenals een reserveringsomtrek voor de verwezenlijking van een nieuwe verkeerswisselaar voor een autosnelweg op het grondgebied van de gemeenten Chaumont-Gistoux en Walhain wordt aangenomen overeenkomstig bijgevoegd plan."

Art. 3. Het bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2003 gevoegde plan wordt door het bij dit besluit gevoegde plan vervangen.

Art. 4. De Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling wordt ermee belast bijgevoegde ontwerp-inhoud van het effectenonderzoek betreffende de opneming van het voorheen bepaalde ontginningsgebied en de opneming van het natuurgebied en de reserveringsomtrek, ingediend bij dit besluit, voor advies voor te leggen aan de "Commission régionale d'Aménagement du Territoire", afdeling normatieve inrichting, aan de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable", overeenkomstig artikel 42, lid 4, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, aan de Directie Natuur van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu en aan het Directoraat-generaal Autosnelwegen en Wegen en hem na deze raadplegingen - eventueel aangepast - voor definitieve aanneming aan de Regering over te leggen.

Namen, 21 juni 2007.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

Het plan ligt ter inzage bij het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium, rue des Brigades d'Irlande 1, à 5100 Jambes.

BIJLAGE

ONTWERP-INHOUD VAN HET EFFECTENONDERZOEK BETREFFENDE HET GEWESTPLAN

1. Omvang

Geen enkel bestanddeel van het voorontwerp is van het milieueffectenonderzoek vrijgesteld.

2. Nauwkeurigheidsgraad van de gegevens

Onderstaand bijzonder bestek is een type-document waarvan de nauwkeurigheidsgraad voldoende geacht wordt krachtens artikel 42 van het Wetboek.

Er wordt bijzondere aandacht besteed aan het mobiliteitsbeheer.

EERSTE FASE

Inleiding

Doel van de inleiding is, het effectenonderzoek opnieuw in zijn context te plaatsen en is er met name op gericht de procedure voor het publiek duidelijk te maken (in het kader van de overlegvergaderingen ontstaat er vaak verwarring tussen de aspecten die onder de herziening van het gewestplan vallen en de aspecten die onder de stedenbouwkundige, milieu- en/of globale vergunningen vallen).

1. Verwijzing naar artikel 42 van het Wetboek

Tabel die de verschillende stappen in de procedure voor de herziening van een gewestplan samenvat. Het effectenonderzoek opnieuw situeren in bedoelde procedure en de termijnen aangeven voor de uitvoering van het onderzoek: een tijdschema voor de werkzaamheden opstellen.

2. Voorontwerp van herziening van het door de Waalse Regering aangenomen gewestplan

Afschrift van het voorontwerpbesluit, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*, en kaartdocument.

3. Actoren van de herziening van het gewestplan

3.1. Beslissingmaker

Waalse Regering vertegenwoordigd door de Minister tot wiens bevoegdheden Ruimtelijke Ordening behoort.

3.2. Initiatiefnemer van het verzoek

Promotor van het project, vennootschap of natuurlijke persoon die de groeve uitbaat. De contactpersoon (-personen) en zijn (hun) personalia vermelden.

3.3. Auteur van het effectenonderzoek

Erkend studie bureau: de categorieën erkenningen en de duur ervan nader omschrijven en de verschillende personen die aan het onderzoek hebben meegewerkt, vermelden en hun bevoegdheden specificeren.

HOOFDSTUK I. — Omschrijving en bespreking van de doelstellingen van het voorontwerp van het plan

1. Samenvatting van de inhoud en omschrijving van de doelstellingen van het voorontwerp van het plan

1.1. Doel van de herziening

1.1.1. Ligging en oppervlakte van de ontginningszone(s) (of andere zones en/of omtrek(ken) opgenomen in het voorontwerp van plan:

- exacte lokalisatie (provincie, gemeente(n), plaatsnaam, straat, bladnr. NGI, Lambert-coördinaten) en afbeelding op wegen- en topografische kaarten (1/50 000 en 1/10 000);

- Lijst van de eigendommen en de eigenaars van de gronden betrokken bij het voorontwerp (kadastraal plan + legger met statuut van de percelen en de eigenaars of huurders)

- Bestemmingen op het gewestplan (huidige en toekomstige) (kaarten 1/10 000e)

1.1.2. Soort afzetting beoogd door de uitbating en valorisering van de ontgonnen rotsgesteenten

- Soort rots(en) en producten (nader erop ingaan)

- Huidige en/of toekomstige valorisering(en), met inbegrip van "steriele" gesteenten, de gebruikswijzen en toepassingen uitleggen

1.1.3. Ligging en bodeminname van de verkeerswisselaar en de rechtstreekse verbinding met de uitbating

1.2. Doelstellingen van de herziening

Hier worden de doelstellingen van de Regering uit het besluit van voorontwerp van het plan belicht. Die doelstellingen worden vastgesteld op grond van de nota's aan de Waalse Regering van 27 maart 2002 en 21 juni 2007. Ze kunnen gestaafd zijn door verschillende elementen, w.o., voor wat betreft het ontginningsgebied:

— de reserves van het beoogde product (berekenningswijze uitleggen):

(A) Uitbreiding van een ontginningsgebied;

- Beschikbare reserves in het bestaande ontginningsgebied

- Uitputtingstermijn
 - Geraamde reserves in de uitbreiding van het ontginningsgebied
- (B) Nieuw ontginningsgebied
- Geraamde reserves in het nieuwe ontginningsgebied
 - Geraamde reserves in alle huidig opgenomen ontginningsgebieden (voor het soort rots bedoeld in het voorontwerp)
 - de kenmerken van de afzetting ;
 - de bijzondere uitbatingstechnieken;
 - de marktevolutie voor het beoogde producttype;
 - het behoud of de ontwikkeling van een economische activiteit (rechtstreekse en onrechtstreekse werkgelegenheid, toevoer naar verwerkende bedrijven,...)
- 1.3. Eventuele opties voor de uitvoering van het project
- Bijvoorbeeld :
- de bepaalde vestemmingen voor de precisering van de decreetsbepalingen;
 - de stedenbouwkundige voorschriften;
 - een toename van de productie en/of de valorisering van nieuwe producten;
 - de ontginningstechnieken en behandeling van de rots;
 - fasering van de bezetting (met inbegrip het beheer van de steriele gesteenten, het opgepompte water en de heraanleg);
 - de regelingen voor leefmilieubeheer en landschapsintegratie;
 - de overwogen infrastructures (in de omtrek van het voorontwerp en daarbuiten).
- ...
2. Kritische analyse van de doelstellingen van het voorontwerp van het plan
- 2.1. Controle van de verenigbaarheid van de doelstellingen van het voorontwerp met de belangen uiteengezet in de regelgevende en beleidsdocumenten van het Gewest
- Het betreft de verschillende plannen en programma's zoals het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, het Waalse structuurplan, het leefmilieuplan voor de duurzame ontwikkeling, het Toekomstcontract voor Wallonië,...
- Bovendien moet een onderscheid worden gemaakt tussen de aanvragen voor de uitbreiding van de bestaande groeven en de opening van nieuwe uitbatingen.
2. Controle van de relevantie van de doelstellingen van de bescherming van het leefmilieu overwogen in het kader van de uitwerking van het plan

HOOFDSTUK II. — *Sociaaleconomische verantwoording van het voorontwerp*

1. Beoordeling van de noodzaak om een ontginningsgebied uit te breiden of op te richten op het gewestplan
- Beoordeling van de behoeften (noodzaak om het uitbreidingsgebied uit te breiden of een nieuw ontginningsgebied op te richten op het gewestplan ten opzichte van de nog beschikbare reserves in het ontginningsgebied of de bestaande ontginningsgebieden, en het beheer van de uitbating). Berekeningsmethodes nader bespreken.
- Hier wordt nagegaan of er op kwantitatief en/of kwalitatief vlak genoeg reserves beschikbaar zijn in het heden uitgebate ontginningsgebied (bij een uitbreiding van een bestaande ontginningsactiviteit) of in de andere onontgonnen gebieden opgenomen op het gewestplan (bij een nieuwe ontginning).
- Die gebieden moeten op een kaart aangeduid worden, met samenvatting van de kenmerken van de afzetting (ontginbaar, kwaliteit van de producten en geschatte reserves).
- Bereikbaarheid van de locaties nagaan en uitbaatmogelijkheden in functie van de voornaamste bodembezettingen (gevolgen van de onverenigbaarheid van de ontginningsactiviteit met de andere bodembezettingen en de menselijke activiteiten).
- De andere aanvragen tot herziening van het gewestplan die dezelfde doelstellingen in het Waalse Gewest beogen (rotsen), vermelden (ze op een kaart aangeven).
2. Kwantitatieve en kwalitatieve beoordeling van het economisch belang van de afzetting
- Die fase moet het belang valideren van de te ontginnen rotsgesteenten, alsook de potentiële economische effecten van hun uitbating.
- Daar moet met name :
- nagegaan worden of de afzetting uitgebaat kan worden en moeten de reserves becijferd worden (de berekeningsmethodes uiteenzetten);
 - de kwaliteiten van de rotsgesteenten nader aangeven en de vermoedelijke afzetmarkten vermelden (toepassingen, beoogde markten, in voorkomend geval ingaan op het erfgoedbelang van het ontgonnen gesteente,...);
 - de hoeveelheden die ontgonnen zullen worden aangeven ten opzichte van de totale ontgonnen hoeveelheid in het Waalse Gewest en de andere ondernemingen situeren die hetzelfde soort gesteente uitbaten;
 - de potentiële ondernemingen vermelden en situeren en het belang noemen dat ze kunnen halen uit de inbedrijfstelling van de locatie (met inbegrip van de onderaannemers die het uitbatingmateriaal onderhouden, de toegang tot de locatie schoonmaken, het vervoer...);
 - de (on)rechtstreekse werkgelegenheid ramen die door de voorziene activiteit tot stand komt; evenals de financiële impact (w.o. belastingen, retributies...);
- ...
3. Sociaal-economische verantwoording van de opnemings van het ontginningsgebied.
- Goed- of afkeuring van de noodzaak om een ontginningsgebied uit te breiden of op te richten dat beantwoordt aan de doelstellingen uit het voorontwerp.
4. Verantwoording van de overwogen wegeninfrastructuur.
- Gevolgen van de ontwikkelingsperspectieven van het verkeer besproken onder 1 en 2. Onderzoek van de noodzaak om een nieuwe verkeerswisselaar op de E411 aan te leggen en een verbindingstuk voor rechtstreekse verbinding met de ontginningslocatie.

TWEEDE FASE

HOOFDSTUK III. — *Bevestiging van het voorontwerp van het plan ten opzichte van de vermoedelijke effecten op mens en leefmilieu*

1. Omschrijving van de menselijke en leefmilieukenmerken van het betrokken grondgebied
 - 1.1. Leefmilieukenmerken
 - 1.1.1. Geologie
 - 1.1.1.1. Regionale situatie (structureel bekken of massief)
 - 1.1.1.2. Afzetting (lithologie, ouderdom, formatie, lid, totaal en gevaloriseerd vermogen, structuur van de lagen (helling en richting), dekking,... - een uittreksel van de recentste geologische kaart bijvoegen)
 - 1.1.1.3. Geotechnische drukfactoren (karst, tectonische accidenten (breuken en verschuivingen), hydrogeologie)
 - 1.1.2. Pedologie (karakterisering van de bodemsoort, kwaliteit en zeldzaamheid, een uittreksel van de pedologische kaart bijvoegen)
 - 1.1.3. Hydrologie en hydrogeologie (stroomgebieden, deelstroomgebieden, categorie van de waterlopen, watervlakken, hydrogeologische kaart, waterhoudende laag (soort opgeven), piëzometrie, waterwinningen, kwetsbare gebieden, beschermings- en bewakingsgebieden, gebieden onderhevig aan drukfactoren vanwege het leefmilieu,...)
 - 1.1.4. Topografie en landschappen (geomorfologie en landschappelijk waardevolle omtrekken, ADESA-gezichtspunt of -lijn)
 - 1.1.5. Lucht en klimaat (beschikbare gegevens over de luchtkwaliteit en klimatologische gegevens, heersende windrichtingen op basis van de metingen van het dichtstbijzijnde weerstation...)
 - 1.1.6. Fauna en flora (de soorten en habitats inventariseren alsook de beschermde soorten en milieus)
 - 1.2. Menselijke kenmerken
 - 1.2.1. Materiële goeden en erfgoed : stedenbouwkundige structuur en architecturale morfologie van de bebouwing en de openbare ruimten, cultureel erfgoed (beschermde sites en goederen, beschermde gebieden,...)
 - 1.2.2. Openbare infrastructuren en uitrustingen (wegen, hoogspanningslijnen en zeer hoge spanningslijnen, ondergrondse leidingen,...)
 - 1.2.3. Menselijke activiteiten (aard en kenmerken van de huidige en potentiële activiteiten w.o. landbouw, toerisme, gevoelige sociaal-culturele uitrustingen zoals rusthuizen, scholen, kinderopvangcentra, ziekenhuizen, andere gevoelige menselijke bezigheden of (SEVESO) industriële activiteiten,...)
 - 1.2.4. Geluidshinder (bestaande of gemeten gegevens, de meetplaatsen opgeven, data en uren)
 - 1.2.5. Trillingen (bestaande of gemeten gegevens recht tegenover de woningen en de woongebieden, recreatiegebieden, dichtbijgelegen gebieden met een technologisch risico)
 - 1.2.6. Aanwezigheid van mijnwerkzaamheden
 2. Beschrijving van de regelgevingstoestand
 - 2.1. Inrichtingsgebieden en -omtrekken conform de regelgeving
 - 2.1.1. Gewestelijk niveau (gewestplan, gewestelijk stedenbouwkundig reglement, saneringsplan per onderstroomgebied, algemeen reglement op gebouwen in landbouwgebieden,...)
 - 2.1.2. Gemeentelijk niveau (bijzonder plan van aanleg, gemeentelijk plan van aanleg, gemeentelijk milieuplan voor duurzame ontwikkeling, gemeentelijk natuurbeweringsplan, gemeentelijk structuurplan, gemeentelijk stedenbouwkundig reglement, algemeen gemeentelijk afwateringsplan,...)
 - 2.2. Goederen waarvoor een bijzondere regelgeving geldt
 - 2.2.1. Fauna en flora (rechtsstatuut van de bossen en wouden, natuurpark, natuurreservaten, Natura Natura 2000-omtrekken, ruimten van gemeenschapsbelang, natuurlijke habitats (eventueel prioritair - decreet van 6 december 2001) en soorten van gemeenschapsbelang, beschermde soorten...)
 - 2.2.2. Menselijke activiteiten (rechtsstatuut van de wegen en verkeerswegen, autonoom net voor traag verkeer, industrieën en uitrusting met een hoog SEVESO-risicogehalte,...)
 - 2.3. Omtrekken met vergunningsplicht en beperking van burgerlijke rechten (bestaande verkavelingen, omtrekken waarin het Rampenfonds tussenbeide kwam, onroerende goeden met voorkeurecht, onroerende goeden met onteigening ten algemene nutte,...)
 - 2.4. Omtrekken die blijvend deel uitmaken van operationele inrichtingsmaatregelen (ruilverkavelingsomtrekken, stadheroplevingsomtrekken, stadsvernieuwingsomtrekken, bevoorrechte initiatiefgebieden,...)
 - 2.5. Erfgoed- en archeologische sites (beschermde monumenten en sites, met inbegrip van de archeologische opgravingen, monumentaal erfgoed van België, lijst der waardevolle bomen en heggen,...)
 - 2.6. Ecologische drukfactoren (wetenschappelijk waardevolle ondergrondse holtes, biologisch waardevolle vochtige gebieden, riviercontracten, gevoelige natuurgebieden, biologisch uiterst waardevolle gebieden, gebieden voor de speciale bescherming van de avifauna, landschappelijk waardevolle omtrekken, nabijgelegen, afgelegen en waterwinningsbewakingsgebieden, kwetsbare gebieden met de hoofdgrondwaterlagen, industriebedrijven en uitrustingen met hoog risico, gas- of brandstofleidingen, elektrische lijnen,...)
 3. Identificatie van de potentialiteiten van het gebied dat bij het voorontwerp van gewestplan beoogd wordt

De troeven van het gebied kort samenvatten ten opzichte van de punten 1, 2 en 3
 4. Aanduiding van de waarschijnlijke gevolgen van de uitvoering van het ontwerp op mens en leefmilieu

Doel is de niet-verwaarloosbare waarschijnlijke drukfactoren en effecten (cumulatieve secundaire synergetische, korte-, middellange- en langetermijneffecten, permanente en tijdelijke zowel positieve als negatieve effecten) op mens en leefmilieu duidelijk te maken.

Indien de uitvoering van het (de) ontginningsgebied(-en) gefaseerd verloopt, dienen de effecten bepaald te worden in de verschillende stadia van die uitvoering.

Er wordt een onderscheid gemaakt tussen de effecten op de site beoogd bij het voorontwerp en de effecten op de naburige gebieden

 - 4.1. Hydrogeologie en hydrologie
 - 4.1.1. Wijziging van het hydrogeologisch stelsel (verlaging van de grondwaterstand, grondverzakking, invloed op de waterwinningen, overstromingen na lozing van bemalingswater,...)

- 4.1.2. Wijziging van het hydrologisch stelsel (debiet en vuilvracht van de waterlopen, overstromingen na lozing van bemalingswater, verdwijning/ontstaan van vochtige gebieden,...)
- 4.1.3. Inzet van tot drinkwater verwerkbaar watervoorraden
- 4.2. Topografie en landschappen (tijdens en na de ontginningsactiviteit, synthesesfoto's maken)
- 4.3. Lucht en klimaat (stof, mistvorming, geurhinder,...)
- 4.4. Fauna, flora, biodiversiteit (tijdens en na de ontginningsactiviteit, potentiële impact van het project op de (eventueel prioritair - Decreet van 6 december 2001) soorten en habitats van communautair belang)
- 4.5. Impact op de leefkwaliteit (gezondheid, veiligheid, hygiëne,...)
- 4.5.1. Verkeer (rechtstreeks en onrechtstreeks - aantal vrachtwagens per dag, reisweg, nuttig laadvermogen,...)
- 4.5.2. Mijnschoten (trillingen, effect op de site,...)
- 4.5.3. Stof
- 4.5.4. Geluid (recht tegenover de bestaande woningen, de woon- en de recreatiegebieden)
- 4.5.5. Geurhinder
- 4.5.6. Landschappen
- 4.5.7. Geotechnische drukfactoren en implicaties (karst, mijnwerkzaamheden, grondverschuiving, erosie,...)
- 4.5.8. Effecten op het autosnelwegennet, de infrastructuur en de verkeersstromen, verdwijning van gemeentewegen
- 4.6. Onroerende goederen
- 4.7. Erfgoed (de beschermde monumenten en landschappen, met inbegrip van de archeologische opgravingen)
- 4.8. Effecten op de menselijke activiteiten (SEVESO-activiteiten, land- en bosbouwactiviteiten,...)
- 4.9. Interactie tussen die verschillende factoren
5. Onderzoek naar de uit te voeren maatregelen ter voorkoming, vermindering of compensatie van de negatieve effecten of ter versterking of verhoging van de positieve effecten van het voorontwerp
- 5.1. Voorstelling van de afbakenings- en uitvoeringsvarianten
- De afbakeningsvarianten zijn wisseloplossingen voor de omtrek van het (de) ontginningsgebied(en).
- De uitvoeringsvarianten beantwoorden bijvoorbeeld aan :
- een nadere omschrijving van de bestemmingen van het (de) gebied(en)
 - een fasering van de bezetting,
 - technische uitrustingen of bijzondere inrichtingen,...
- Op schaal van het invloedsgebied zijn de grondslagen voor de aanduiding van de afbakeningsvarianten en de uitvoeringsvarianten :
- beantwoorden aan de doelstellingen van het voorontwerp;
 - beantwoorden aan het bepaalde van het Wetboek (art. 1, § 1) en andere gewestelijke regelgevende of beleidsbepalende documenten;
 - zo goed mogelijk gebruik maken van de potentialiteiten en de dwingende omstandigheden van het gebied : de negatieve effecten zo klein mogelijk houden en de positieve effecten begunstigen op sociaal, economisch en ecologisch vlak.
- 5.2. Uit te voeren maatregelen
- De uit te voeren maatregelen ter voorkoming, vermindering of compensatie van de negatieve effecten of ter versterking of verhoging van de positieve effecten op het leefmilieu dienen voor elke variant aangeduid te worden.
- Als dergelijke maatregelen in het voorontwerp aanwezig zijn, dient nagegaan te worden of ze afgestemd zijn op de doelstellingen van de herziening en de bijzonderheden van de omgeving. Indien nodig kunnen nieuwe voorschriften worden toegevoegd.
- 5.2.1. Aanpassing van de regelgevende zonerings
- 5.2.2. Opstellen van bijkomende voorschriften
- Die bijkomende voorschriften kunnen het volgende inhouden (artikel 41 van het Wetboek) :
- een nadere omschrijving van de bestemmingen van het (de) gebied(en);
- de uitvoering van een gemeentelijk plan van aanleg;
 - de fasering van de bezetting van het (de) gebied(en);
 - de omkeerbaarheid van de bestemmingen indien er geen uitvoering is na verloop van een bepaalde tijd;
- ...
- 5.2.3. Aanduiding van technische uitrustingen en bijzondere inrichtingen
- 5.2.4. Geschatte doeltreffendheid van die niet-herleidbare maatregelen en residuele effecten
6. Schatting van de kosten en termijnen van de uitvoering
- Dit punt moet met name de kosten ten laste van de privéoperator en die ten laste van de gemeenschap onderscheiden.
7. Waarschijnlijke evolutie van de leefmilieutoestand als het plan niet wordt uitgevoerd
8. Verantwoording en vergelijking van het voorontwerp en de verschillende afbakenings- en uitvoeringsvarianten
- De verantwoording gebeurt op grond van artikel 1, § 1, van het Wetboek en de analyse van voorgaande.
- In de vorm van een tabel berust de vergelijking minstens op onderstaande elementen : effecten (zowel positieve als negatieve) op het leefmilieu, uit te voeren maatregelen ter verzachting van de maatregelen, overige effecten.

HOOFDSTUK IV. — Bijkomende informatie

1. Voorstelling van de evaluatiemethode(s)

De auteur van het onderzoek zet de methodekeuze die hij moest maken uiteen.

2. Grenzen van het onderzoek

Voor elke fase van het bestek geeft de auteur van het onderzoek aan welke moeilijkheden gerezen zijn en op welke punten hij niet dieper is kunnen ingaan en die eventueel uitgediept kunnen worden in toekomstige effectonderzoeken.

3. In het vooruitzicht gestelde maatregelen voor de opvolging van de uitvoering van het gewestplan

Doelstelling is om in een vroegtijdig stadium de onvoorziene negatieve effecten op te sporen en zo de geschikte correctie maatregelen te kunnen invoeren.

Zaak is, de lijst op te maken van de niet-verwaarloosbare effecten, opvolgingsindicatoren voor die effecten voor te stellen, berekeningswijze ervan, de gebruikte gegevens en hun bron, evenals hun grenswaarden.

4. Bijkomende technische gegevens

De auteur van het onderzoek voegt aan zijn verslag een bibliografie en de notulen van de vergaderingen met de verschillende actoren (verantwoordelijken van de gemeenten, privé-initiatiefnemers;...)

HOOFDSTUK V. — *Conclusies en aanbevelingen*

In hoogstens twee bladzijden :

- erop wijzen welke de voornaamste potentialiteiten en drukfactoren van het herzieningsontwerp van het gewestplan zijn;
- advies uitbrengen over de aanvraag en indien nodig aanbevelingen verwoorden.

Niet-technische samenvatting

Inhoudstafel, gevolgd door de lijst van de kaarten, figuren en foto's (met opgave van de nummer van de bladzijde waar ze zich bevinden).

De niet-technische samenvatting is een onafhankelijk document van hoogstens dertig tekstbladzijden. met een overvloedige kaart-, figuur- en kleurenfotodocumentatie.

Dat document moet het effectonderzoek van het plan samenvatten en het omzetten naar een niet-technische taal om het begrijpelijk te maken voor een publiek van niet-kenners en de deelneming van de burgers aan het openbaar onderzoek bevorderen.

De voorgestelde positieve en negatieve effecten en verzachtende maatregelen (aanbevelingen) worden in een samenvattingstabel gepresenteerd.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 21 juni 2007 waarbij beslist wordt het gewestplan Waver-Geldenaken-Perwez (blad 40/2) aan herziening te onderwerpen door opnemng van een natuurgebied en een landbouwgebied als planologische compensaties en tot aanneming van het voorontwerp tot herziening met het oog op de opening van een ontginningsgebied in het gehucht "Les Turluttes", te Chaumont-Gistoux en Walhain.

Namen, 21 juni 2007.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C - 2007/27137]

24 SEPTEMBRE 2007. — Arrêté ministériel relatif à l'établissement des zones de prévention rapprochée et éloignée de l'ouvrage de prise d'eau souterraine de catégorie B (potabilisable) dénommé Pannensterz Drain sis sur le territoire de la commune de Waimes

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

Vu le Code de l'Eau, notamment les articles D172 à D174 et R159, § 3;

Vu le contrat de gestion du 16 mars 2006 conclu entre la Région wallonne et la Société publique de Gestion de l'Eau (SPGE);

Vu le contrat de service de protection de l'eau potabilisable entre l'administration communale de Bütgenbach et la SPGE, signé le 30 août 2001;

Vu la lettre recommandée à la poste du 26 octobre 2006 de l'inspecteur général de la Division de l'Eau de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne accusant réception du dossier complet à l'administration communale de Bütgenbach;

Vu la dépêche ministérielle du 26 octobre 2006 adressant au collège des bourgmestre et échevins de la commune de Waimes le projet de délimitation des zones de prévention rapprochée et éloignée de l'ouvrage de prise d'eau souterraine de catégorie B (potabilisable) dénommé Pannensterz Drain sis sur le territoire de la commune de Waimes;

Vu le procès-verbal du 8 décembre 2006 dressé en clôture de l'enquête publique effectuée du 6 novembre au 8 décembre 2006 sur le territoire de la commune de Waimes, au cours de laquelle aucune observation écrite n'a été reçue et au terme de laquelle personne ne s'est présenté à la séance de clôture;

Vu l'avis motivé du collège des bourgmestre et échevins de la commune de Waimes rendu en date du 15 décembre 2006;

Considérant la nécessité d'adapter ou de préciser certaines mesures générales de protection en fonction des situations spécifiques rencontrées dans les zones de prévention,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

— administration : la Division de l'Eau de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne;

— titulaire : le titulaire du permis d'environnement portant sur la prise d'eau, à savoir : l'administration communale de Bütgenbach, domiciliée Zum Brand, 40, 4750 Bütgenbach;

— ouvrage de prise d'eau : l'ouvrage de prise d'eau souterraine de catégorie B (potabilisable) dénommé Pannensterz Drain (50/3/2/001), parcelle cadastrée à Waimes 4ème division, section F, n° 2d.

Art. 2. Les zones de prévention rapprochée et éloignée de l'ouvrage de prise d'eau sont délimitées par les périmètres tracés sur le plan 8.3 d'octobre 2006 du rapport E467-étude hydrogéologique : Drain Pannensterz. Ce plan est consultable à l'administration.

Les zones de prévention ont été délimitées sur base des distances forfaitaires adaptées au bassin d'alimentation, ainsi que sur base des limites cadastrales et urbanistiques permettant le repérage des zones sur le terrain.

Les limites des zones de prévention peuvent être révisées si une acquisition ultérieure de données permet de les préciser.